International Agency for Local Development

COMMUNICATION – CONSEILS - ETUDES

BP: 5268 Yaoundé- Cameroun, Face Afriland-Mimboman, Tél: (+237 242670102 / 699597592

Email: inalodesarl@yahoo.fr, Site web: www.ecoledelagouvernance-cm.org

CONTRAT N°0181/CMRAP/PRRAP/COORDO/EPM/05/2016 développement du site de visualisation budgétaire dans le cadre de la réforme de l'administration publique en RDC.

RAPPORT DE COLLECTE, FORMATAGE, TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES BUDGETAIRES

AOUT 2016

Sommaire

Préambule 4

I- Rappel de la méthodologique 5

4) Déroulement des enquêtes..... 7

5) Difficultés et limites..... 7

II- Résultats 8

1) résultats de la collecte 8

a) La collecte budgétaire 8

❖ Constats 8

❖ Leçons 8

- De telle missions doivent être précéder d'une identification rigoureuse des alliés, acteurs clés et partenaires assorties des accords-cadres de collaboration formels..... 8

b) Indice de transparence 8

❖ Constats 9

❖ Leçons 9

III- RESULTATS 9

a) Résultats du formatage 9

❖ Constats 12

❖ Leçons 12

b) Dépouillement Indice de transparence 12

❖ Constats 12

❖ Leçons 13

IV- Résultats analyses 13

a) Analyse budgétaire 13

❖ Constats /Forme 14

❖ Constats /Fond 15

❖ Limites /forme 15

❖ Limites /fond 16

❖ Leçons/Forme et fond 16

b) Résultat analyse Indice de transparence..... 17

❖ Constats 17

Leçons 17

4) Développement du site 17

a) Présentation du Site de visualisation budgétaire..... 17

..... 24

b) Présentation du Data hub 25
c) Présentation des résultats d'Indice de transparence budgétaire 27
Donner son avis (laisser un commentaire) en rapport avec les informations budgétaires. 27
III) Principales recommandations 28
ANNEXES 29
CHAPITRES ET CODES ASSOCIES 30
MASQUE SAISIE DU BUDGET DE L'ETAT 33
MASQUE DE SAISIE DU BUDGET DE LA PROVINCE 34
MASQUE DE SAISIE DU BUDGET DES COMMUNES 35
VISUALISATION BUDGETAIRE COMMUNE DE BANDALUNGWA 36

Préambule

Par essence, aucune administration publique n'est figée. Toutes les administrations sont en devenir c'est-à-dire en perpétuel reforme ou perfectionnement. L'administration de la République Démocratique du Congo n'échappe guère à ce devenir historique. Datant des lendemains de l'indépendance, cette administration est vielle de plus d'un demi-siècle et a besoin d'un rajeunissement.

Cette nécessite de la réforme n'est plus simplement une vue de l'esprit en RDC, mais une évidence partagée par le gouvernement et les différents partenaires technique et financier du pays, notamment le Groupe de la Banque Mondiale qui contribue à la réforme de l'administration publique congolaise à travers le Programme nouvellement approuvé de Réforme et Rajeunissement de l'Administration Publique en RDC (PRRAP).

Ce projet cible cinq ministères centraux assumant des responsabilités intersectorielles et se basera sur les enseignements tirés pour envisager l'extension à d'autres ministères et organismes. L'équipe opérationnelle a donc la responsabilité de capitaliser les leçons et de formuler les recommandations pour éclairer ce passage à l'échelle.

Dans ce contexte, des travaux complémentaires financés par la Belgique ont été envisagés. C'est ainsi qu'à la faveur d'un appel à manifestation d'intérêt, le cabinet d'étude INALODE Sarl basé à Yaoundé au Cameroun, a bénéficié d'un financement en vue de la conceptualisation d'un tableau de bord interactif de collecte, de traitement et d'analyse des données en temps réel utilisant les solutions open data.

La mission de INALODE Sarl a consisté à :(i) accompagner le Gouvernement Congolais à développer un site de transparence budgétaire conforme à la nomenclature officielle des budgets publics ; (ii)assurer la collecte, le formatage, et la mise en ligne des budgets d'investissements de l'Etat des trois dernières années, du Budget de la province de Kinshasa ainsi que des budgets de toutes les communes de la ville de Kinshasa sur les mêmes années ;(iii)former l'équipe en charge de la réforme de l'administration publique à son utilisation et d'animer une session publique de présentation du site.
Cette mission a obtenu comme principal résultat : (i)une Plateforme servant de base à la mise en place d'un outil simplifié de visualisation budgétaire permettant d'analyser et de publier les données budgétaires de types communales, régionale et étatiques ;(ii)une application web qui, sur la base d'un ensemble d'informations préalablement validées, permet d'avoir une lecture simplifiée des données pertinentes du budget d'une ETD, d'une province, de l'Etat ;(iii)

plusieurs livrables, parmi lesquels un rapport de collecte, de formatage, de traitement et d'analyse des données budgétaires qui fait l'objet du présent rapport .
Ce rapport vise ainsi à dérouler les différentes étapes de collecte, de traitement, d'analyse des données budgétaires et d'enquête de l'indice de transparence. Un accent particulier est accordé à la méthodologie utilisée, aux limites issues de nos différentes analyses, aux leçons tirées et aux recommandations formulées

I- Rappel de la méthodologique

DEMARCHE METHODOLOGIQUE DE MISE EN ŒUVRE

Dans le cadre du développement de cette application web dont nous avons une expertise, les étapes suivantes ont été parcourues :

Élaboration de la méthodologie détaillée

Une offre méthodologique décrivant le cadre théorique, les techniques de collecte et d'analyse des données ainsi que les outils de visualisation ont été proposée.

Groupe de travail de validation

Des séances de travail ont permis d'harmoniser la compréhension des TDR, de valider la méthodologie, les outils de collecte, d'analyse, le protocole, le plan de travail ainsi que les rapports. Ce groupe a été ouvert aux représentants des principales institutions de suivi, contrôle et évaluation des finances publiques en RDC, avec la participation des OSC.

Etat des lieux, diagnostic des besoins d'information budgétaire et proposition des protocoles

Une enquête a été conduite auprès d'un échantillon d'acteurs du processus budgétaire pour évaluer la qualité du processus, sur la base des normes et des piliers d'un bon système budgétaire. L'enquête a procédé à l'examen d'un échantillon de documents pertinents, notamment des BDD budgétaires, des données sur le personnel, les politiques et programmes.
Les conclusions de l'étude ont été restituées au groupe de travail et à l'ensemble des acteurs de la réforme du secteur finances publiques, avec des recommandations/ proposition de types de données manquantes utiles aux usagers, formulation d'un cycle de transparence budgétaire assortie d'un protocole de collecte, formatage, analyse, visualisation, publication,

exploitation des données budgétaires, par l'ensemble des acteurs de la réforme sectorielle, élaboration du cadre logique du site de visualisation, protocole de réalisation de l'indice de transparence budgétaire cohérents avec l'interface du tableau de bord de suivi.

Collecte, saisie et analyse des données

Avec l'appui du réseau de travail mis en place au terme des formations, la mission a collecté et analysé les documents suivants :

- Loi sur les finances publiques en RDC ;
- Nomenclatures des budgets et comptes publics ;
- Budgets et comptes de gestion des deux derniers exercices de l'Etat, des provinces, de quelques ETD pilotes ;
- Rapports de mise en œuvre, de suivi budgétaire ;
- Procédures de recrutement, mise en retraite, paiement, etc.

Sur une province pilote -Kinshasa-, une enquête a permis de collecter les données indispensables au test de la partie indice de transparence budgétaire du site openspending.
Après l'analyse des données collectées, une équipe de conception et de développement s'est chargée de la création des maquettes de saisies, du développement des modules du site de visualisation congo.openspending.org, de l'indice de transparence budgétaire et des messages destinés au système de messagerie vocale ainsi que de la plateforme web-sms. Elle s'est également chargée de la saisie des données non numérisées. Aussi, elle a procédé au formatage de l'ensemble des données collectées conformément au protocole, aux nomenclatures et cadre logique du site de visualisation. Openspending. La saisie formatage a pris en compte les données de l'indice de transparence collectées.

Vérification, validation et accord de publication et importation

L'équipe a soumis les données budgétaires et de l'indice de transparence à une équipe de vérification comparaison validation (groupe de travail). Elle a facilité la négociation des accords pour le nom de domaine, l'hébergement et la maintenance du site ainsi que la réplication de l'indice.

Formation des acteurs clés sur les protocoles validés

Deux ateliers de formation des acteurs clés du processus sont attendus. Ces ateliers permettront de doter les équipes des ministères ciblés et des partenaires locaux pertinents à la mise en place et à l'animation du site. Ces formations prendront en compte les types de données à collecter, les formats nécessaires, les techniques de collecte, le cycle de collecte

et d'actualisation, les rôles des parties prenantes, les techniques de formatage, d'analyse, de vérification de publication ainsi que les outils web et IT nécessaires.cf. Guide de formation

Publication des résultats et campagne d'information

Le site sera lancé à l'issue d'une campagne d'information prenant en compte un atelier de haut niveau présidé par les autorités.

Mise en place d'une stratégie d'appropriation institutionnelle pour la pérennisation

Une stratégie basée sur une prise de contacts et une communication institutionnelle auprès d'acteurs clés visant à assurer la pérennisation du site sera mise sur pied. La portée d'un tel site repose également sur sa capacité à fédérer divers acteurs travaillant dans le domaine de la transparence budgétaire en vue de s'assurer de son alimentation continue et de son usage comme outil de changement ou visibilité de l'action publique. A cet égard, il faut favoriser sa dissémination et son appropriation par des acteurs clés : ministères, ETD, Cour des comptes, société civile du secteur. Cela se fera à travers des contacts institutionnels (rencontres) conduits par le projet. Ce travail sera fait simultanément à la campagne d'information.

4) Déroulement des enquêtes

Les enquêtes sur la collecte des données budgétaires et l'indice de transparence budgétaire se sont déroulées pendant vingt jours en deux phases :

- Une première phase réalisée durant la mission d'élaboration des protocoles de collecte et de développement du site de visualisation budgétaire au cours de laquelle un ensemble de données de base nécessaires à rédaction du rapport diagnostique ont été collectées.
- une seconde phase qui a débuté par la formation des enquêteurs sur les protocoles de collecte et de développement du site de visualisation budgétaires avec un accent particulier sur le formatage et par la suite l'administration du questionnaire portant sur l'indice de transparence budgétaire.

5) Difficultés et limites

- La faible collaboration de certaines institutions intervenant dans le secteur de la finance publique n'a pas facilité la collecte des données budgétaires au niveau communale et provinciale ;

- Faible adhésion de certaines organisations de la société civile congolaise à l'enquête de l'indice de transparence
- Inaccessibilité aux versions Excel des budgets ;

II- Résultats

1) résultats de la collecte

a) La collecte budgétaire

❖ Malgré les difficultés énoncées, nous avons réussi à collecter le budget de l'Etat sur les trois dernières années (via le site du Ministère du Budget), le budget de la province de Kinshasa sur les trois dernières années (via les enquêteurs) et les budgets des 24 communes de KINSHASA (69 budgets collectés scannés à ce jour via les enquêteurs) , la loi portant réédition des comptes pour l'année 2012, les fonds de cartes de la RDC et de la province de KINSHASA.

❖ **Constats**

- Au niveau Etatique, nous avons pu collecter les budgets en version PDF sans obtenir les versions Excel ;
- Au niveau Communal et provincial, nous n'avons pu avoir accès aux budgets qu'en version papier, d'où l'obligation de photocopier et de scanner les budgets en question en vue de leur exploitation.

❖ **Leçons**

- En RDC, les budgets sous forme Excel ne sont pas toujours accessibles comme nous l'escomptions;
- Dans une perspective de transparence et d'appropriation des données budgétaires, le Gouvernement gagnerait à encourager la publication de ces données en versions numériques sur des formats dynamiques pour faciliter les différentes réutilisations qui pourraient être envisagé ;
- Les rééditions des comptes au niveau communal et provincial ne sont pas disponibles,
- De telle missions doivent être précéder d'une identification rigoureuse des alliés, acteurs clés et partenaires assorties des accords-cadres de collaboration formels.

b) Indice de transparence

- Trois candidats issus de la société civile congolaise ont été formés aux techniques d'enquêtes sur l'indice de transparence dans la gouvernance des communes ;
- Deux des trois candidats ont été retenus et mis à la disposition du projet ;

- Un plan de répartition des jeux de données budgétaires à collecter a été arrêté : soit 12 communes par enquêteurs ;
- Avec l'assistance technique des deux enquêteurs formés et mis à la disposition du Projet, le questionnaire sur l'indice de transparence budgétaire locale a été distribué aux conseils locaux et remplis par les fonctionnaires des 24 communes de la ville-province de Kinshasa.

❖ **Constats**

- Certains acteurs de la société civile ont apprécié la pertinence de l'enquête sur l'indice de transparence dans leurs communes et ont effectivement participé à cette enquête.
- Les 24 fiches d'évaluation des communes de KINSHASA ont été dûment remplies par la cible, dépouillées et analysées par l'équipe du projet. cf. analyse ci-dessous.

❖ **Leçons**

- La pertinence d'une action détermine la volonté d'engagement des acteurs.

III- RESULTATS

a) Résultats du formatage

Le formatage a consisté à intégrer les données budgétaires dans un modèle ou canevas prédéfini pour qu'elles deviennent visualisables sous des formes graphiques grâce aux applications informatiques. Conformément aux TDR de la mission, trois types de données budgétaires sont d'ores et déjà visualisables :

- Les données budgétaires concernant les investissements au niveau de l'Etat sur les trois dernières années
- Le budget autonome de la Province de Kinshasa sur les trois dernières années
- Le budget des 24 communes de Kinshasa sur la même période

NB : Dans la phase suivante, une extension du présent travail est prévu dans le cadre d'une relation avec le COREF, la collecte et la mise en ligne devra s'étendre aux autres provinces ciblées par le projet PROFIT CONGO, puis, progressivement, à l'ensemble des ETD de la RDC, dans le cadre d'une phase de systématisation de l'expérience.

Aussi, nous avons conçus des canevas budgétaires proportionnels à chaque jeu de données à visualiser pour aboutir à la constitution d'une base de données budgétaire qui sous-tend les différentes modélisations informatiques.

La visualisation des investissements est organisée en fonction des secteurs et de la localisation des projets. Nous avons identifié sept secteurs : Education ; Agriculture et développement rural ; Eau et énergie ; Services généraux ; Affaires économiques ; Infrastructures ; Divers ; Santé.

1) L'éducation

Le Secteur éducatif permet de visualiser les investissements qui visent à améliorer l'offre et l'accès à l'éducation au niveau national. Il agrège l'ensemble des investissements réalisés dans les administrations associées au secteur éducatif que sont :

- L'Enseignement Primaire
- L'Enseignements Secondaires
- L'Enseignement Technique et Professionnel
- L'Enseignement supérieur

2) La Sante

Le secteur sanitaire représente l'ensemble des investissements tant au niveau central que provincial qui visent à améliorer l'offre et l'accès aux soins de santé pour impacter plus durablement le système de Sante en RDC. On y retrouve des investissements en matière de construction des infrastructures hospitalières, d'acquisition d'équipements médicaux,

3) Agriculture et Développement Rural

Le secteur Agriculture et Développement Rural regroupement les investissements qui visent à organiser le monde rural, améliorer le cadre de vie en milieu rural et les différentes initiatives économiques de financement et de gestion des projets agricoles initiés au niveau central et régional.

4) Eau, Energie et mines

Le secteur Eau, Energie et mines représente l'ensemble des investissements qui visent à améliorer l'offre énergétique en RDC. Il s'agit des projets de construction des centrales électriques, des barrages de retenu ou en eau profonde et les différents projets hydraulique d'accès à l'eau potable

.

5) Services Généraux

Les services généraux regroupent l'ensemble des investissements qui concourent au bon fonctionnement de l'administration publique. Il s'agit principalement des acquisitions faites en consommables de bureau et informatiques.

6) Affaires Economiques

Le secteur Affaires Economiques regroupement les investissements qui contribuent à améliorer significativement la production des biens et services et les investissements au niveau national. Ce secteur peut regrouper les investissements dans les administrations telles que :

- L'Economie, la planification et le développement régional
- Le Portefeuille ;
- Le Ministère du Budget ;
- Le Ministère des finances ;
- L'Economie Nationale ;
- Les PME, Economie sociale et Artisanat ;
- Le Tourisme

7) Les infrastructures

Le secteur infrastructures regroupe l'ensemble des investissements qui contribuent à améliorer l'offre en infrastructures .Ce secteur est divisé en deux catégories :

- Les infrastructures de Travaux publics qui concernent la construction, la réhabilitation des ouvrages à caractère public ;
- Les infrastructures de Transport qui regroupent les acquisitions des administrations publiques en moyens roulants terrestres, les investissements dans les moyens de transport aérien et ferroviaires.

8) Les Divers.

Les divers regroupe l'ensemble des autres secteurs qui n'ont pas été répertoriés en tant que secteur prioritaire. Il s'agit des administrations comme la défense et la délégation à la sécurité nationale.

Au niveau provincial et communal, le budget est organisé en recettes et dépenses. Ces données sont regroupées selon les postes budgétaires suivant s'agissant des recettes :

- Les réserves de fonctionnement ;
- Les recettes fiscales ;
- Les taxes de développement local ;
- Les produits des taxes communales ;
- Les produits de l'exploitation du domaine des services communaux ;
- Les produits financiers
- Les subventions de fonctionnement reçues ;

- Les transferts reçus
- Les fournitures de Bureau ;
- Les amortissements.

Les postes de dépenses concernent essentiellement :

- Les fournitures de Bureau ;
- Les autres services consommés ;
- Les frais du personnel ;
- Les frais financiers ;
- Les subventions versées ;
- Les immobilisations corporelles ;
- Le matériel et mobilier ;
- Les participations ;
- Les affectations.

❖ **Constats**

- Tous les investissements de niveau central ne sont pas géo – localisables ;
- La qualité des documents budgets de certaines communes ne facilite pas toujours leur intégration dans les masques de saisie ;

❖ **Leçons**

- Par défaut les investissements dont la localisation n'est pas clairement définie au niveau central sont localisés en à Kinshasa ;
- La visualisation du Budget de l'Etat s'appuie essentiellement sur les investissements extérieurs, les investissements sur ressources propres, et les investissements sur transfert de crédit aux provinces. Ces investissements sont localisés à KINSHASA au niveau central et en provinces, et sont regroupés selon les sept secteurs cites plus haut.

b) Dépouillement Indice de transparence

❖ **Constats**

Les conseils locaux sont classés suivant la somme des points qu'ils ont reçu des réponses aux 15 questions du questionnaire. Néanmoins, le nombre de points obtenus tient compte des poids attachés aux différentes questions pour attirer leur importance relative.

Les points attribués varient de 0 à 4 par question. Les questions 1 et 2 sont effectivement des groupes séparés de 5 à 7 questions et sont notées sur un total variant entre 3 et 5 points respectivement.
Dans les cas où les questions sont sans réponse, la note zéro est attribuée.

En interprétant le classement des communes, nous avons tenu compte de deux facteurs importants : les notes obtenues sont le résultat d'une auto-évaluation ; certains points perdus par les communes résultent d'un manque de diligence du fonctionnaire qui a rempli le questionnaire.
Les conseils locaux sont classés suivant la somme des points qu'ils ont reçu des réponses aux 15 questions du questionnaire.

- **Leçons**

Malgré la volonté politique la transparence budgétaire est encore faiblement opérationnelle en RDC
Compte tenu de la gamme des partitions (à partir de 5-43), des constats significatifs sur la transparence des communes ont été relevés et constitue une bonne base pour une évaluation initiale des communes de KINSHASA

IV- Résultats analyses

a) Analyse budgétaire

L'exécution du Budget de l'Etat congolais s'effectue dans un contexte de réforme des finances publiques qui a abouti en 2015 à La mise en œuvre d'une nouvelle nomenclature Budgétaire. A ce titre le processus le plus abouti reste la chaine de dépenses, celle des recettes étant encore en pleine conception. Dans le processus de dépense, l'Etat central transfert 40% de ses ressources aux provinces sous formes de crédits, et celles –ci vont également transférer 40% de leurs ressources aux communes faisant partie de leurs ressorts territoriales. Le budget d'investissement public, contenu dans l'ensemble des dépenses de l'Etat présente trois niveaux de désagrégation :

- Les investissements sur ressources extérieures qui concentrent globalement l'appui des bailleurs de fond à l'ensemble des projets et programmes à réaliser ;
- Les investissements sur ressources propres qui représentent la contre – partie apporté par l'Etat dans le financement des projets et de programmes budgétisés ;

- Les investissements sous forme de transfert de crédits aux provinces qui matérialisent les secteurs rétrocédés dans le cadre de la décentralisation qui vise à améliorer considérablement le niveau de développement des différentes provinces.

Au niveau national, les investissements sont organisés en fonction des sections, des chapitres, du libelle du projet et enfin du montant alloué. La section ici fait référence à l'administration concernée par l'investissement, le chapitre indique le nom du gestionnaire associé à l'investissement. La même organisation des investissements reste valable avec un focus sur les secteurs transférés par l'Administration centrale aux Entités Territoriales Décentralisées. Entre autres secteurs, il s'agit de :

- La Justice ;
- la Sante ;
- l'Administration Territorial et de la Décentralisation ;
- l'Enseignement Primaire et Secondaire ;
- l'Agriculture et du Développement Rural ;
- Les Infrastructures et Travaux Publiques ;
- Les Infrastructures et Travaux Publiques.

❖ **Constats /Forme**

- En amont, le document budgétaire fait ressortir la synthèse des dépenses au niveau national suivant les rubriques (21), les grandes fonctions (10), les sous fonctions (85) par nature économique (08) et par administration (65) ;
- Les synthèses des dépenses par rubriques, grandes fonctions, sous-fonctions, par nature économique et par institutions permettent d'assurer la traçabilité et la fiabilité budgétaire en particulier en clarifiant les ressources par secteur d'activités ;
- la structuration de la nomenclature budgétaire permet de catégoriser l'origine de la ressource du bailleur tout en améliorant l'information sur le service mobilisateur ;
- La forte accentuation sur la visibilité et la lisibilité des activités au niveau des institutions en charge de l'action permet pour chaque dépense, d'identifier les montants, l'administration et l'instance de gestion concernée ;
- La nomenclature prend en compte la décentralisation : les ressources transférées aux provinces dans des secteurs bien précis démontrent à suffisance que le processus de décentralisation suit indéniablement son cours en RDC ;

- Pour l'année 2016 un effort d'unification des budgets en un document unique a été Effectué ;
- Le transfert de crédit aux provinces est une réalité car disponible et visible dans les différents exercices budgétaires ;
- Les investissements consentis par l 'Etat sont regroupés au niveau central et Provincial

❖ **Constats /Fond**

- Durant les trois dernières années la part du budget d'investissement de l'état allouée au secteur éducatif est en constante augmentation notamment les dotations en investissements et en fonctionnement ; ce qui se traduit par une nette évolution des taux de scolarisation primaire et secondaire. Ces efforts visent à garantir le droit à l'éducation primaire pour tous les enfants ;
- Les dotations budgétaires dans le secteur agricole évoluent significativement à travers le financement des projets dans le dit secteur ; ceci contribue à renforcer la sécurité alimentaire au niveau national et à moderniser le monde rural en le dotant d'infrastructures sociaux de base importantes;
- Les investissements dans le secteur sanitaire ont été multipliés ces dernières années. Cela se traduit par l'accroissement considérable de l'offre et l'accès aux soins de santé par la construction et la réhabilitation des infrastructures sanitaires à travers le pays, (hôpitaux, centre de santé, centre de sante intégré), la nette réduction du taux de mortalité infantile et de prévalence de certaines maladies endémiques.

❖ **Limites /forme**

- Malgré sa cohérence et sa pertinence, la limitation de la nomenclature budgétaire aux grandes fonctions -dont les sous- fonction et chapitres sont focalises sur les institutions- distingue faiblement les dépenses de fonctionnement et celles d'investissements pour le grand public ;
- La Faible homogénéité en terme de libellés de l'action : certain libellés renseignent suffisamment sur le secteur et le lieu de l'action alors que d'autres sont évasifs. Il en découle qu'un certain nombre de libellés sont vagues, peu indicatifs de l'action menée ; ce qui compromet non seulement l'identification du secteur de l'action, mais également son géo référencement. Il s'agit des libellés tels que : réhabilitation diverses, construction diverses ;
- La faible concordance entre les montants des totaux par institutions et le montant réel des lignes budgétaires au niveau des activités ou institutions ;

- Les investissements dans les secteurs sociaux de base tels que l'éducation et la santé sont dilués dans plusieurs institutions ; ce qui rend ces investissements peu visibles par le grand public.
- Pour les années 2013, 2014, et 2015 les budgets ne sont pas toujours disponibles sous forme de de document unique;
- Une nomenclature existe s'agissant de la structure des budgets des communes, mais celle-ci n'est pas toujours appliquée.

❖ **Limites /fond**

- L'élan d'élimination progressive de l'analphabétisme se trouve contraint par une croissance démographique élevée d'une part et par le niveau de mobilisation des recettes qui restent insuffisantes au regard des potentialités existantes ;
- La répartition des investissements sur le plan agricole reste inégale à travers l'ensemble des provinces du pays
- Les investissements dans le secteur de la santé ne tiennent pas compte des engagements souscrits au niveau national et international, notamment la norme de l'OMS qui fixe à 15% la part du budget à allouer aux dépenses de santé dans le budget global.
- L'offre de service en matière de santé reste limitée et inégalement répartie à travers le pays.

❖ **Leçons/Forme et fond**

- Pour une meilleure visibilité et lisibilité des investissements, il est nécessaire d'avoir une nomenclature qui met l'accent sur les secteurs, notamment des services sociaux de base : santé, éducation… ;
- La géolocalisation ou *géo référencement* des investissements publics passe nécessairement par la rigueur et la précision dans le libellé des activités ;
- L'inadaptation de l'outil de calcul des opérations budgétaires peut fausser la fiabilité et la sincérité du budget ;
- Les engagements pris au niveau international à l'égard des ressources budgétaires à allouer à la santé, à l'éducation et à l'agriculture sont à respecter pour espérer un développement humain durable. En effet, le respect des droits économiques, sociaux et culturels sont liés aux ressources budgétaires destinées à les promouvoir ainsi que l'utilisation efficace et efficiente de ces ressources ;

- Le gouvernement congolais doit formaliser une stratégie de financement public des secteurs sociaux étalée sur le temps qui va s'appuyer sur des critères d'allocations budgétaires standardisées et l'efficacité attendue dans les dépenses.
- Le renforcement des interactions entre l'Etat et les provinces à travers le processus de décentralisation pour améliorer le niveau de mobilisation des ressources fiscales et la traçabilité des investissements au niveau local s'avère nécessaire;
- Une implication effective et dynamique des populations dans le processus d'élaboration budgétaire est à envisager.

b) Résultat analyse Indice de transparence

❖ **Constats**

- Toutes les données collectées dans le cadre de l'enquête sur l'indice de transparence budgétaire ont été importées grâce à un fichier Excel ;
- Toutes les données sont vérifiées et centralisées dans un entrepôt de données ;
- L'importation des fichiers d'évaluation se fait grâce à une interface graphique pour stockage dans un entrepôt de données ;

Leçons

❖ L'interface de visualisation des résultats de l'indice nous permet d'avoir un classement en fonction de chaque critère ayant fait l'objet d'une évaluation lors de l'enquête.

❖ La visualisation graphique des résultats de l'indice est faite en tenant compte des noms des différentes communes géo référencées, couplées à un tableau indiquant le score enregistré par chaque commune.

4) Développement du site

a) Présentation du Site de visualisation budgétaire

Le site de visualisation budgétaire, est une application qui permet de simplifier les budgets de l'Etat, de la province et des ETD pour en proposer une compréhension allégée des données budgétaires. Un certain nombre d'analyses automatisées et localisées géographiquement peuvent être faites pour chercher des informations concernant les secteurs d'investissements de l'Etat, les projets financés dans les différentes Provinces, les investissements dans les communes. Ces informations sont libres et réutilisables selon les principes de l'open data.

Un internaute peut utiliser l'application pour :

- Consulter, explorer, apprécier et suivre l'exécution effective du budget national d'investissement par année,
- Consulter, explorer, apprécier et suivre l'exécution effective du budget d'investissement annuel au niveau des provinces,
- Consulter, explorer, apprécier et suivre l'exécution effective du budget d'investissement annuel au niveau des ETD.

- Consulter, explorer, apprécier les indices de transparence budgétaire des ETD.
- Donner son avis (laisser un commentaire) en rapport avec les informations budgétaires.

Dès la page d'accueil du site web, le visiteur voit le lien d'accès à la page de visualisation simplifiée du budget national d'investissement. Par défaut c'est le budget de l'année la plus récente qui est affiché.
Dans cette même page, il a le choix de consulter le budget par année. Il dispose d'une zone de sélection dans laquelle il peut choisir l'année qu'il veut consulter, explorer, apprécier et suivre l'exécution du budget national d'investissement.
Les données budgétaires au niveau national sont présentées sous forme de BubbleTree, accompagnées d'une carte interactive présentant clairement les subdivisions des provinces de la RDC.

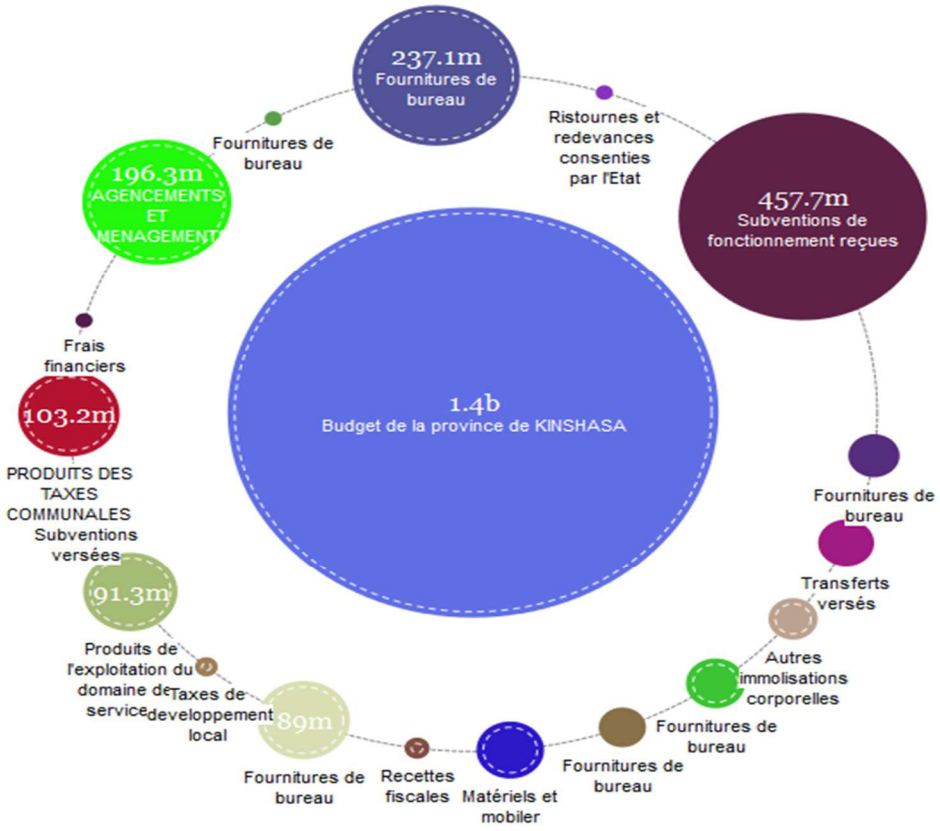
Le BubbleTree est une visualisation interactive qui présente les données de dépenses agrégées sous forme de bulles. Chaque bulle représente un (sous-)total agrégé. La bulle centrale représente la somme agrégée et les bulles qui l'entourent représentent les autres sommes qui la composent. En cliquant sur n'importe quelle bulle, le visiteur voit la manière dont la somme se divise en d'autres sous-totaux.
Aussi pour une meilleure lecture, les données doivent aussi être présentées sous forme de Tableau d'agrégats.
Le tableau d'agrégats est un simple tableau qui offre une vue analytique des données numériques agrégées. Ce tableau est généralement structuré avec 04 colonnes :
Colonne 1 - ligne budgétaire (Chapitre)
Colonne 2 - ligne budgétaire secondaire (Activités)
Colonne 3 – Entité bénéficiaire (Bénéficiaire/Localité)
Colonne 4 – Montant (Allocation)

Dès la page d'accueil du site web, le visiteur voit le lien d'accès à la page de visualisation simplifiée du budget d'investissement par province. Par défaut c'est le budget de Kinshasa qui est affiché.
Dans cette même page, il peut consulter le budget par province. Donc mettre à sa disposition une zone de sélection dans laquelle il peut choisir la province qu'il veut consulter, explorer, apprécier et suivre l'exécution du budget. Aussi, par défaut c'est le budget de l'année la plus récente qui est affiché.
Dans cette même page, il a la possibilité de choix de consulter le budget par année. Donc mettre à sa disposition une zone de sélection dans laquelle il peut choisir l'année qu'il veut consulter, explorer, apprécier et suivre l'exécution du budget de la province.
Les données budgétaires au niveau des provinces sont présentées sous forme de BubbleTree, accompagnées d'une carte interactive présentant clairement la province et ses subdivisions

Le BubbleTree est une visualisation interactive qui présente les données de dépenses agrégées sous forme de bulles. Chaque bulle représente un (sous-)total agrégé. La bulle centrale représente la somme agrégée et les bulles qui l'entourent représentent les autres sommes qui la composent. En cliquant sur n'importe quelle bulle, le visiteur voit la manière dont la somme se divise en d'autres sous-totaux.

Aussi pour une meilleure lecture, les données sont présentées sous forme de Tableau d'agrégats.
Le tableau d'agrégats est un simple tableau qui offre une vue analytique des données numériques agrégées.
Ce tableau est généralement structuré avec 04 colonnes :
Colonne 1 - ligne budgétaire (Chapitre)
Colonne 2 - ligne budgétaire secondaire (Activités/unité)
Colonne 3 – Entité bénéficiaire (Bénéficiaire/Localité)
Colonne 4 – Montant (Allocation/quantité)

	CODE CPTE	LIBELLE COMPTE	CODE SOUS CPTE	LIBELLE SOUS COMPTE	MONTANT	REVENUE/EXPENDITURE	RECURRENT/INVESTMENT	EXPENSE TYPE
1	710	Recettes fiscales	710.101	Taxe annuelle sur les cybercafes et bureautique	1 306 830 FC	Revenue	Recurrent	
2	710	Recettes fiscales	710.104	Taxe sur l'immatriculation des motos	1 400 175 FC	Revenue	Recurrent	
3	710	Recettes fiscales	710.105	Taxe unique d'etablissement d'activite commerciale ou industrielle	6 464 141 FC	Revenue	Recurrent	
4	710	Recettes fiscales	710.106	Taxe sur licence de vente des boissons alcooliques de fabrication artisanale	74 676 FC	Revenue	Recurrent	
5	710	Recettes fiscales	710.111	Taxe sur vente des plaques d'immatriculation, velos, chariots, motos et pirogues	853 415 FC	Revenue	Recurrent	
6	712	Taxes de developpement local	711.100	Amendes transactionnelles pour les matieres relevant de la commune(jeunesse)	2 081 593 FC	Revenue	Recurrent	



Dès la page d'accueil du site web, le visiteur peut voir le lien d'accès à la page de visualisation simplifiée du budget des ETD. Par défaut ce sont les budgets des communes de Kinshasa qui sont affichés.

Dans cette même page, il peut avoir le choix de consulter les budgets par commune. Donc mettre à sa disposition une zone de sélection dans laquelle il pourra choisir la commune qu'il veut consulter, explorer, apprécier et suivre l'exécution du budget.

Aussi, par défaut c'est le budget de l'année la plus récente qui est affiché. Dans cette même page, il doit pouvoir avoir le choix de consulter le budget par année. Donc mettre à sa disposition une zone de sélection dans laquelle il pourra choisir l'année de l'exercice budgétaire communal qu'il veut consulter, explorer, apprécier et suivre l'exécution.

Les données budgétaires au niveau des provinces sont présentées sous forme de BubbleTree, accompagnées d'une carte interactive qui indique clairement l'ETD sur la carte de la province.

Le BubbleTree est une visualisation interactive qui présente les données de dépenses agrégées sous forme de bulles. Chaque bulle représente un (sous-)total agrégé. La bulle centrale représente la somme agrégée et les bulles qui l'entourent représentent les autres sommes qui la composent. En cliquant sur n'importe quelle bulle, le visiteur voit la manière dont la somme se divise en d'autres sous-totaux.

Aussi pour une meilleure lecture, les données sont présentées sous forme de Tableau d'agrégats.

Le tableau d'agrégats est un simple tableau qui offre une vue analytique des données numériques agrégées.

Ce tableau est généralement structuré avec 04 colonnes :

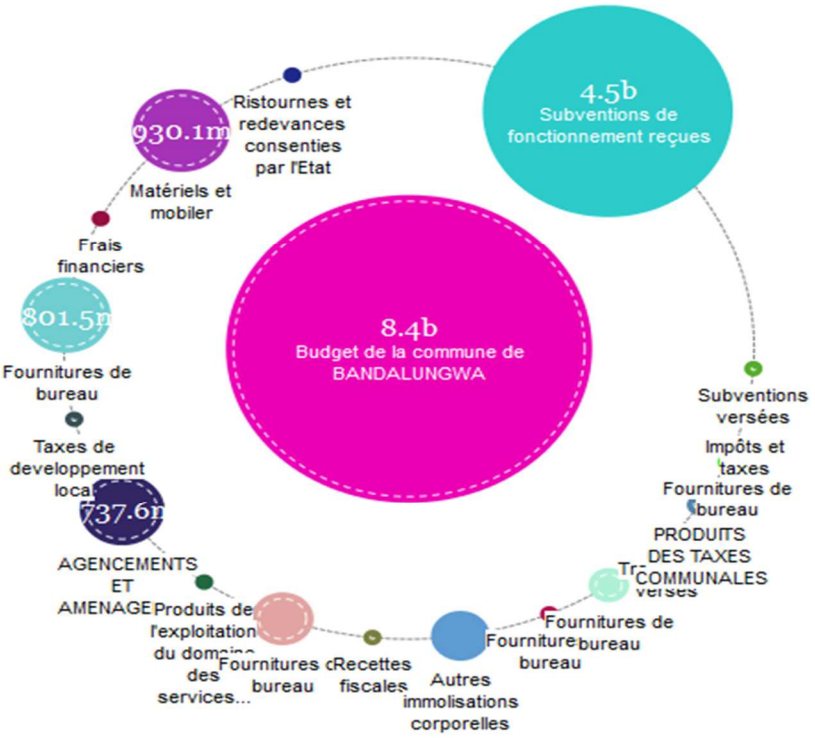
Colonne 1 - ligne budgétaire (Chapitre)

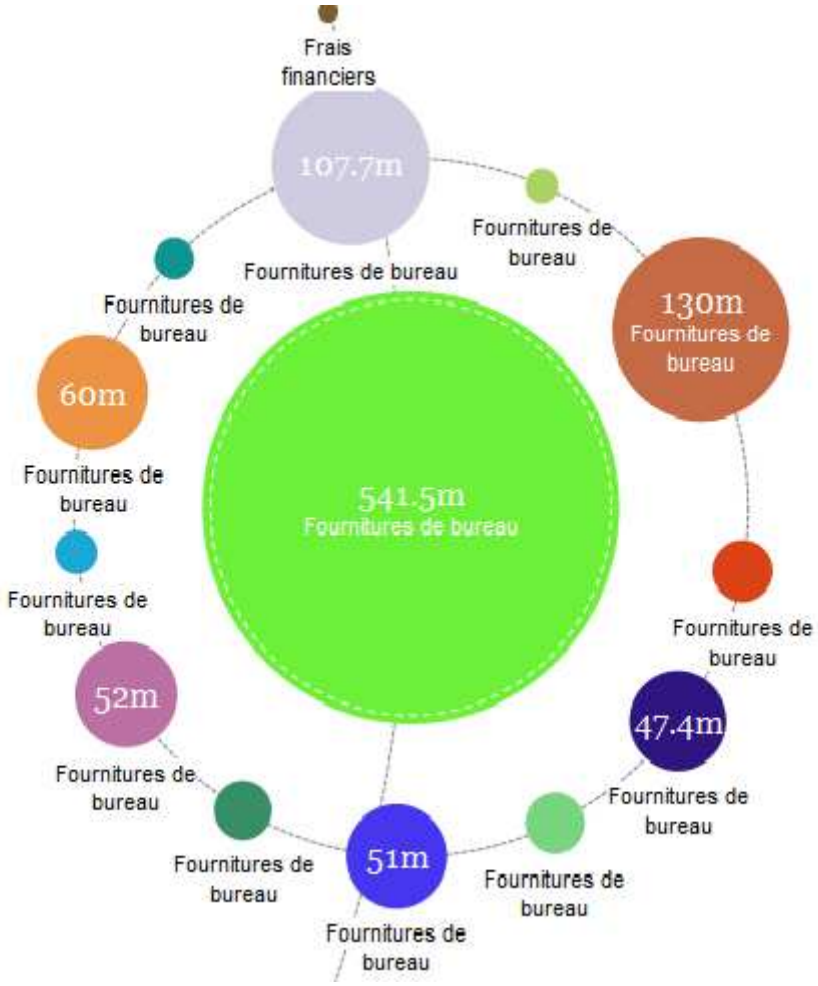
Colonne 2 - ligne budgétaire secondaire (Activités/unité)

Colonne 3 – Entité bénéficiaire (Bénéficiaire/Localité)

Colonne 4 – Montant (Allocation/quantité)

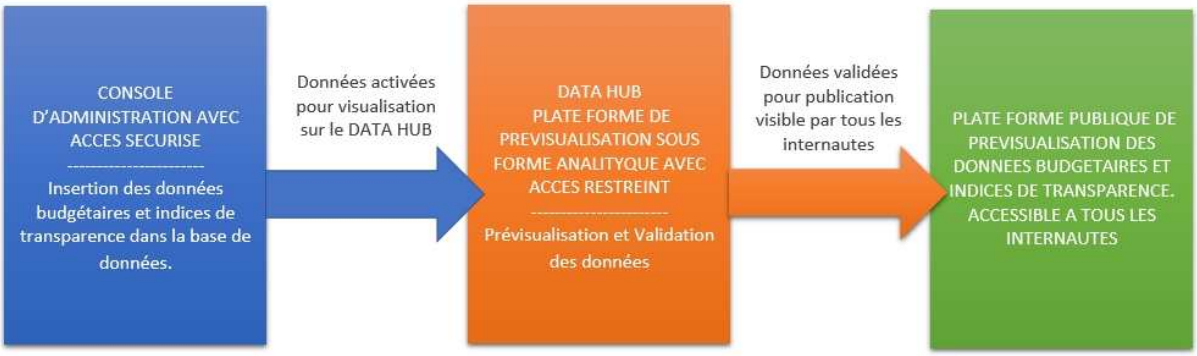
	CODE CPTE	LIBELLE COMPTE	CODE SOUS CPTE	LIBELLE SOUS COMPTE	MONTANT	REVENUE/EXPENDITURE	RECURRENT/INVESTMENT	EXPENSE TYPE
1	710	Recettes fiscales	710.101	Taxe annuelle sur les cybercafes et bureautique	1 311 100 Fcfa	Revenue	Recurrent	
2	710	Recettes fiscales	710.105	Taxe unique d'etablissement d'activite commerciale ou industrielle	10 629 275 Fcfa	Revenue	Recurrent	
3	710	Recettes fiscales	710.106	Taxe sur licence de vente des boissons alcooliques de fabrication artisanale	74 920 Fcfa	Revenue	Recurrent	
4	710	Recettes fiscales	710.111	Taxe sur vente des plaques d'immatriculation, velos, chariots, motos et pirogues	1 973 000 Fcfa	Revenue	Recurrent	
5	712	Taxes de developpement local	711.111	Produits de location maison et espace de l'Etat	5 169 480 Fcfa	Revenue	Recurrent	
6	712	Taxes de developpement local	711.112	Taxe sur exposition vente des vehicules d'ocasion	936 500 Fcfa	Revenue	Recurrent	
7	713	PRODUITS DES TAXES COMMUNALES	713.102	Taxes jounalieres d'etalage aux marches officiels communaux	101 920 000 Fcfa	Revenue	Recurrent	
8	713	PRODUITS DES TAXES COMMUNALES	713.104	Taxe sur entretien des betes prises en divagation	937 Fcfa	Revenue	Recurrent	
9	720	Produits de l'exploitation du domaine des services communaux	720.101	Taxe sur enregistrement des parcelles	7 383 925 Fcfa	Revenue	Recurrent	
10	730	Ristournes et redevances consenties par l'Etat	730.101	Taxe sur autorisation d'abattage d'arbres	140 475 Fcfa	Revenue	Recurrent	


4.5b
Subventions de fonctionnement reçues
8.4b
Budget de la commune de BANDALUNGWA
930.1m
Ristournes et redevances consenties par l'Etat
Matériels et mobiler
Frais financiers
801.5m
Fournitures de bureau
Taxes de developpement local
737.6m
AGENCEMENTS ET AMENAGE
Produits de l'exploitation du domaine des services...
Fournitures de bureau
Recettes fiscales
Autres immolisations corporelles
Fourniture bureau
Fournitures de bureau
Tr
versés
PRODUITS DES TAXES COMMUNALES
Fournitures de bureau
Impôts et taxes
Subventions versées


Frais financiers
107.7m
Fournitures de bureau
Fournitures de bureau
130m
Fournitures de bureau
Fournitures de bureau
60m
Fournitures de bureau
541.5m
Fournitures de bureau
Fournitures de bureau
Fournitures de bureau
52m
Fournitures de bureau
47.4m
Fournitures de bureau
Fournitures de bureau
51m
Fournitures de bureau
Fournitures de bureau

b) Présentation du Data hub

Les informations insérées dans la base de données via la console d'administration sont d'abord visibles à travers le DATA HUB avec des restrictions adéquates, qui donnent des accès aux seules personnes en charge de la validation des données avant publication.



Les administrateurs en charge de la validation des données via le DATA HUB (accès restreint au DATA HUB uniquement)

Processus relatifs au DATA HUB

En effet comme on le disait plus haut, les informations insérées dans la base de données via la console d'administration sont d'abord visibles à travers le DATA HUB avec des restrictions adéquates, qui donnent des accès aux seules personnes en charge de la validation des données avant publication.

Ci-dessous les processus relatifs au DATA HUB :

- S'identifier pour y accéder
- Visualisation et exploration des données budgétaires
- Vérification de la conformité et de l'intégrité des données
- Validation et publication des données pour affichage via partie publique de la plateforme
- Se déconnecter et fermer la session

EXPLORATEUR **BUDGETAIRE**
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Accueil | A Propos | Budgets de l'Etat | Budgets des provinces | Budgets des communes | Indices de transparences

BIENVENUE SUR LE DATAHUB

De l'exploration budgetaire de la RDC

Dans le cadre de ce projet, le **DataHub** est la plateforme de prévisualisation et de validation des données budgetaires avant la mise en ligne publique.

Accédez au DATAHUB

Veuillez renseigner le formulaire ci-dessous

(*) Obligatoire

Email *

Mot de passe *

Connexion

DATAHUB
EXPLORATEUR **BUDGETAIRE**
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Accueil | Budget des communes | Budget des provinces | Budget de l'Etat

Bonjour **Celestin Evrad** !

Bienvenue dans votre espace Administrateur DataHub.
Votre dernière session date du **06 Août 2016** à **10:48:07** via l'adresse IP suivante: **41.205.90.230**
Actuellement **4** budgets sont en attente de validation.

Budgets en attente de validation

2 Budgets pour les communes

- Commune de **BANDALUNGWA** 2014
- Commune de **BANDALUNGWA** 2015

1 Budget de province

- Province de **KINSHASA** 2016

1 Budget National

- Budget national 2016

c) Présentation des résultats d'Indice de transparence budgétaire

La transparence budgétaire se réfère à l'étendue et la facilité avec laquelle les citoyens peuvent accéder à des informations et des commentaires sur les recettes publiques, les allocations et les dépenses. Les budgets sont des documents clés, car ils exposent les priorités du gouvernement en matière de politiques et de programmes.

L'ouverture des budgets est une première étape vers la démocratisation du processus budgétaire. Elle donne la parole aux citoyens dans la formulation des politiques de dépenses publiques.

Dès la page d'accueil du site web, le visiteur voit le lien d'accès à la page des résultats de l'enquête sur l'indice de transparence budgétaire ETD. Par défaut ce sont les informations de transparence budgétaire des communes de Kinshasa qui sont affichées.

Dans cette même page, il doit pouvoir avoir le choix de consulter les informations de transparence budgétaire par commune. Donc mettre à sa disposition une zone de sélection dans laquelle il pourra choisir la commune qu'il veut consulter, explorer, apprécier et suivre les informations de transparence budgétaire.

Aussi, par défaut c'est le budget de l'année la plus récente qui est affiché. Dans cette même page, il doit pouvoir avoir le choix de consulter les informations de transparence budgétaire par année. Donc mettre à sa disposition une zone de sélection dans laquelle il pourra choisir l'année qu'il veut consulter, explorer, apprécier et suivre les informations de transparence budgétaire d'une ETD donnée.

Donner son avis (laisser un commentaire) en rapport avec les informations budgétaires.

L'internaute doit pouvoir donner son avis ou laisser un commentaire en rapport avec les données budgétaires publiées dans la plateforme. Ainsi dit, dans chacune des pages de visualisation des budgets (ETD, Province, Etat), il doit avoir un formulaire permettant de recueillir l'avis de l'internaute et de l'enregistrer dans la base de données. Il faut noter que les avis ne sont pas instantanément publiés, ils sont validés par l'administrateur de la plateforme avant publication. Les avis publiés doivent être visible dans la même page de recueil des avis.

III) Principales recommandations

Recommandation N°1

Dans une perspective de transparence budgétaire, systématiser l'utilisation du site de visualisation Budgétaire dans la mise en œuvre de l'ensemble du processus d'élaboration et de préparation budgétaire en RDC.

Recommandation N°2

Les engagements pris au niveau international à l'égard des ressources budgétaires à allouer à la santé, à l'éducation et à l'agriculture sont à respecter pour espérer un développement humain durable. En effet, le respect des droits économiques, sociaux et culturels sont liés aux ressources budgétaires destinées à les promouvoir ainsi que l'utilisation efficace et efficiente de ces ressources.

Recommandation N°3

Le gouvernement congolais doit formaliser une stratégie de financement public des secteurs sociaux étalée sur le temps qui va s'appuyer sur des critères d'allocations budgétaires standardisés et l'efficacité attendue dans les dépenses.

Recommandation N°5

Renforcer les interactions entre l'Etat et les provinces à travers le processus de décentralisation pour améliorer le niveau de mobilisation des ressources fiscales et la traçabilité des investissements au niveau local.

Recommandation N°6

Systématiser les actions visant à associer les populations dans le processus d'élaboration budgétaire afin de susciter en elle la culture de controle citoyen.

ANNEXES

CHAPITRES ET CODES ASSOCIES

Chapitres	Code chapitre
Administration territoriale	7
Affaires sociales et actions humanitaires	42
Agriculture et développement rural	30
Aménagement du Territoire Urbanisme et Habitat	38
Catégorie non définie	29
Communication et medias	17
Culture et arts	14
Défense	13
Délégation générale à la sécurité nationale	12
Eau, énergie et mines	32
Economie, planification et développement régional	22
Education primaire	15
Education secondaire	25
Elevage pêche	31
Emploi et enseignement professionnel	35
Emploi sécurité et assurance sociale	41
Enseignement supérieur et universitaire	18
Environnement et conservation la nature	28
Finance	20
Fonction publique	50
Genre famille et enfant	43
Industrie et commerce	21
Infrastructures et travaux publiques	36
Justice	8
PME économie social et artisanat	39
Poste, télécom et NTIC	45
Recherche scientifique	19
Santé publique	40

Sport jeunesse et loisirs	16
Sylviculture et faune	33
Tourisme	23
Transport	46

Secteurs	Code secteur	Chapitres
Education	9	Education primaire
		Education secondaire
		Enseignement supérieur et universitaire
		Recherche scientifique
Agriculture et développement rural	17	Agriculture et développement rural
		Elevage pêche
		Sylviculture et faune
Eau et énergie	18	Eau, énergie et mines
Services généraux	01	Justice
		Administration territoriale
		Fonction publique

		Emploi et enseignement professionnel
Affaires économiques	19	Economie, planification et développement régional
		Finance
		PME économie sociale et artisanat
		Industrie et commerce
		Tourisme
		Aménagement du territoire urbanisme et habitat
		Poste, télécom et NTIC
		Communication et medias
Infrastructures	15	Infrastructures et travaux publiques
		Transport
Divers	02	Culture et arts
		Défense
		Délégation générale à la sécurité nationale
		Genre famille et enfant
		Sport jeunesse et loisirs
		Environnement et conservation la nature
Santé	07	Santé publique

MASQUE SAISIE DU BUDGET DE L'ETAT

sector_label	chapter_label	chapter	chapter_label	cofog1_label	cofog1_code	LIBELLE_ACTIVITE_FR	MONTANT	LIBELLE_ARR	LIBELLE_DEPT

COD	NUM_CARTO	chapter	chapter_num	chapter_label_fr	chapter_label_short_fr	chapter_label_short	sector_code	sector_code_num	sector_label_fr

département	LIBELLE_PROVINCE	région	LOCALITE	cofog1_label	LIBELLE_MODE_GESTION	LIBELLE_ACTIVITE_FR	LIBELLE_MODE_GESTION	NOM_GESTIONNAIRE

MASQUE DE SAISIE DU BUDGET DE LA PROVINCE

Head-account	Head-account description	Sub-account	Sub-Account description	Year	Amount	Revenue/Expenditure	Recurrent/Investment	Expense type

Région	Council	Sub-account	Division type	Reporting type
			province	

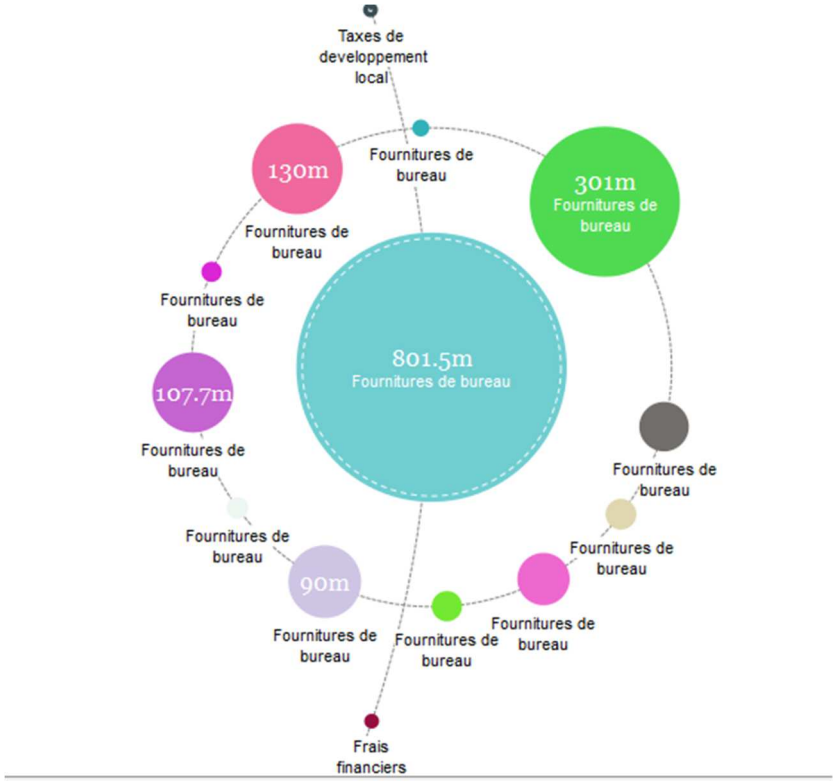
MASQUE DE SAISIE DU BUDGET DES COMMUNES

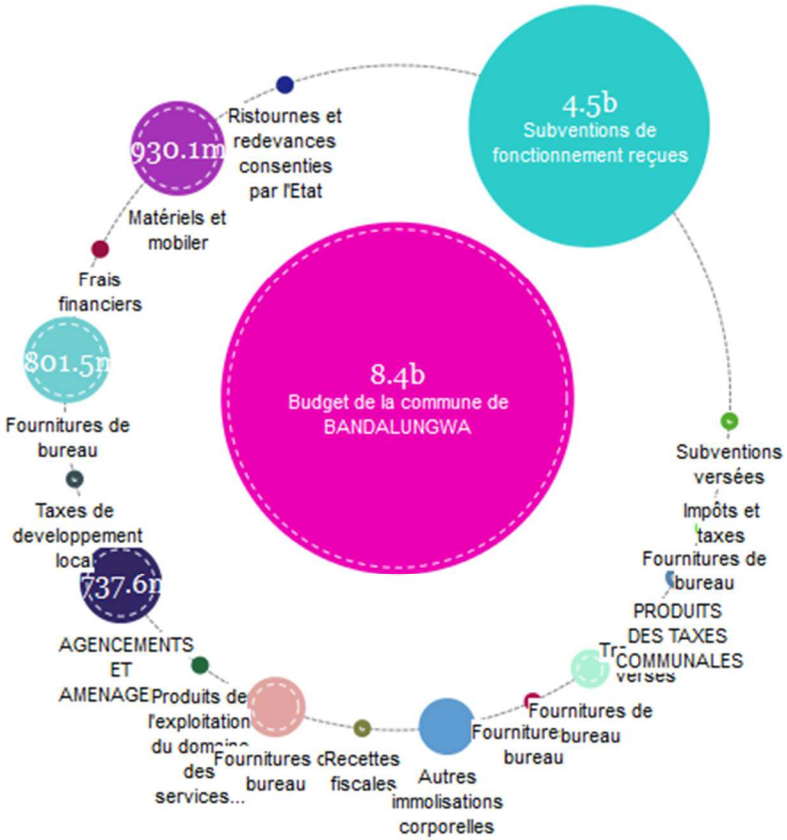
Head-account	Head-account description	Sub-account	Sub-Account description	Year	Amount	Revenue/Expenditure	Recurrent/Investment	Expense type

région	Council	Sub-account	Division type	Reporting type
			commune	

VISUALISATION BUDGETAIRE COMMUNE DE BANDALUNGWA

	CODE CPTE	LIBELLE COMPTE	CODE SOUS CPTE	LIBELLE SOUS COMPTE	MONTANT	REVENUE/EXPENDITURE	RECURRENT/INVESTMENT	EXPENSE TYPE
1	710	Recettes fiscales	710.101	Taxe annuelle sur les cybercafes et bureautique	1 311 100 Fcfa	Revenue	Recurrent	
2	710	Recettes fiscales	710.105	Taxe unique d'etablissement d'activite commerciale ou industrielle	10 629 275 Fcfa	Revenue	Recurrent	
3	710	Recettes fiscales	710.106	Taxe sur licence de vente des boissons alcooliques de fabrication artisanale	74 920 Fcfa	Revenue	Recurrent	
4	710	Recettes fiscales	710.111	Taxe sur vente des plaques d'immatriculation, velos, chariots, motos et pirogues	1 973 000 Fcfa	Revenue	Recurrent	
5	712	Taxes de developpement local	711.111	Produits de location maison et espace de l'Etat	5 169 480 Fcfa	Revenue	Recurrent	
6	712	Taxes de developpement local	711.112	Taxe sur exposition vente des vehicules d'ocasion	936 500 Fcfa	Revenue	Recurrent	
7	713	PRODUITS DES TAXES COMMUNALES	713.102	Taxes jounalieres d'etalage aux marches officiels communaux	101 920 000 Fcfa	Revenue	Recurrent	
8	713	PRODUITS DES TAXES COMMUNALES	713.104	Taxe sur entretien des betes prises en divagation	937 Fcfa	Revenue	Recurrent	
9	720	Produits de l'exploitation du domaine des services communaux	720.101	Taxe sur enregistrement des parcelles	7 383 925 Fcfa	Revenue	Recurrent	
10	730	Ristournes et redevances consenties par l'Etat	730.101	Taxe sur autorisation d'abattage d'arbres	140 475 Fcfa	Revenue	Recurrent	




8.4b
Budget de la commune de BANDALUNGWA
4.5b
Subventions de fonctionnement reçues
Subventions versées
Impôts et taxes
Fournitures de bureau
PRODUITS DES TAXES COMMUNALES
Fournitures de bureau
Fournitures bureau
Autres immolisations corporelles
Recettes fiscales
Fournitures bureau
Produits de l'exploitation du domaine des services...
AGENCEMENTS ET AMENAGE
737.6m
Taxes de developpement local
Fournitures de bureau
801.5m
Frais financiers
Matériels et mobiler
930.1m
Ristournes et redevances consenties par l'Etat